

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES**

**(C.C.A.P.)**



**Appel d'offres ouvert**

**Prestation de nettoyage des locaux et de la vitrerie**

**Marché N° 2025FD01NETT**

## SOMMAIRE

1. OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GENERALES.....	1
1.1 Objet du marché.....	1
1.2 Parties contractantes.....	1
1.3 Durée du marché.....	1
1.4 Type d'accord-cadre .....	2
1.5 Droit d'exclusivité du titulaire de l'accord-cadre.....	2
2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ.....	2
3. PRIX .....	3
3.1 Prix forfaitaire.....	3
3.2 Contenu des prix – règlement des comptes .....	3
3.2.1 Contenu des prix .....	3
3.2.2 Acomptes et paiements partiels.....	4
3.2.3 Modalités de paiement .....	4
3.2.4 Variation des prix .....	5
3.3 Prestations ponctuelles : cadre juridique, modalités de commande et rémunération .....	6
3.3.1. Cadre juridique .....	6
3.3.2. Modalités de sollicitation .....	6
3.3.2 Modalités financières .....	6
4. CONDITIONS D'EXECUTION .....	7
4.1 Reprise du personnel .....	7
4.2 Réunion préalable au démarrage des prestations.....	7
4.3 Etat des lieux .....	7
4.4 Obligation de discrétion .....	8
5. ASSURANCES.....	8
6. PENALITES .....	9
6.1 Principes généraux .....	9
6.2 Modalités d'application.....	9
6.3 Notification et observations.....	10
6.4 Non-fourniture d'un document justificatif .....	10
6.6 Non-respect du calendrier des prestations .....	10
6.7 Non-respect de la fréquence des visites du contremaître sur les sites ou de présence à un contrôle.....	10
6.8 Non-respect de la fourniture des produits agréés par l'organisme.....	10
6.9 Absence du titulaire aux réunions programmées.....	10

6.10 Insuffisances contractuelles .....	10
6.11 Contrôles .....	11
7. MODIFICATION DE SITES.....	11
8.RESILIATION DU MARCHE .....	12
9.VERIFICATION SEMESTRIELLE DE LA SITUATION DU TITULAIRE.....	12
10.REGLEMENT DES LITIGES .....	12
11. DEROGATIONS AU CCAG .....	13

# 1. OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GENERALES

## 1.1 Objet du marché

Le présent accord-cadre a pour objet la réalisation des prestations de nettoyage des locaux et de nettoyage des vitreries des bâtiments de la Caisse d'Allocations Familiales de l'Ain.

Les prestations attendues, ainsi que leurs spécifications techniques, sont détaillées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes.

Le titulaire du marché est soumis à une obligation de résultat, et doit mettre en œuvre des moyens au minimum équivalents à ceux décrits dans son offre, notamment dans les annexes à l'Acte d'Engagement (AE) et le cadre de mémoire technique. Ces moyens doivent permettre l'exécution des prestations dans les conditions définies par le présent marché et le CCTP.

Cette obligation de résultat s'applique à l'ensemble des surfaces concernées ou susceptibles d'être rattachées au périmètre du marché.

À ce titre, le titulaire devra assurer toutes les opérations nécessaires au maintien de la propreté et de l'hygiène des locaux, y compris celles non explicitement mentionnées dans le CCTP, dès lors qu'elles sont indispensables à la qualité globale du service attendu.

## 1.2 Parties contractantes

Les parties contractantes sont :

D'une part la Caisse d'Allocations Familiale de l'Ain - 4 rue Aristide Briand – TSA 30333 - 01011 BOURG EN BRESSE CEDEX - Représentée par le Directeur, Mr Lepage Jérôme et désignée dans le présent CCAP par l'expression « l'organisme » ;

D'autre part : Le prestataire de service qui conclut le marché avec l'organisme et désigné dans le présent CCAP par l'expression « le titulaire ».

Le comptable assignataire est le Directeur Comptable et Financier de la Caisse d'Allocations Familiales de l'Ain. Le titulaire désigne, dès la notification du marché, un responsable ayant qualité pour le représenter vis-à-vis de l'organisme ou de son représentant. Ce responsable est désigné dans le présent CCAP par l'expression « le représentant du titulaire ».

Dans le cadre du présent marché, l'organisme se réserve la possibilité de confier à une société spécialisée une mission d'assistance et de conseil pour le suivi. Cette société sera chargée d'assurer le contrôle de la qualité des prestations et la recherche de l'amélioration des méthodes de travail en relation avec le titulaire. Cette société pourra être aussi amenée à vérifier l'application du cahier des charges.

## 1.3 Durée du marché

Le présent marché est conclu pour une durée de 12 mois. La date prévisionnelle de démarrage du marché est fixée au 1er mars 2026. Le marché pourra être renouvelé deux fois de façon tacite, pour une nouvelle durée de 12 mois. En cas de non-reconduction du marché, la décision sera notifiée au titulaire au moins quatre mois avant la fin de la durée de validité du marché, par lettre recommandée avec avis de réception.

Le titulaire ne peut refuser la reconduction.

## 1.4 Type d'accord-cadre

Le présent accord-cadre, conclu avec montant maximum, est établi conformément aux articles L.2125-1, 1°, et R.2162-1 à R.2162-12 du Code de la commande publique.

Il s'exécutera de la manière suivante :

- ✓ De manière forfaitaire pour les prestations de base, telles que décrites dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et détaillées dans le « cadre de prix »
- ✓ Par émission de bons de commande pour les prestations non forfaitaires, permettant une activation ponctuelle selon les besoins et détaillées dans le « BPU » ;

## 1.5 Droit d'exclusivité du titulaire de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre comporte un engagement du pouvoir adjudicateur à contracter exclusivement avec le titulaire désigné, pour l'exécution des prestations sur les sites mentionnés en annexe.

Toutefois, la Caisse d'Allocations Familiales de l'Ain se réserve le droit de solliciter d'autres prestataires dans les cas suivants :

- ✓ Pour des besoins ponctuels de faible montant, dès lors que le montant estimé de la prestation n'excède pas 5 000 euros HT.
- ✓ En cas de défaillance du titulaire, notamment si celui-ci :
  - Ne répond pas à une demande dans les délais requis,
  - Ou propose une offre non conforme aux stipulations du présent contrat.

## 2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes ; elles prévalent les unes par rapport aux autres en fonction de leur ordre et ce, en cas de contradiction entre elles :

### Pièces particulières :

1. L'acte d'engagement, daté et signé, dont seul fait foi l'exemplaire original, conservé par la Caf de l'Ain, et ses annexes (cadre de prix, BPU et annexe techniques).
2. Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP), dont seul fait foi l'exemplaire, daté d'octobre 2025, conservé par la Caf de l'Ain.
3. Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP), dont seul fait foi l'exemplaire, daté d'octobre 2025, conservé par la Caf de l'Ain.
4. Le mémoire technique, adapté aux demandes de la Caf de l'Ain, ainsi que tout document justificatif transmis par le candidat dans son offre.

### Pièces générales :

5. Le Code de la commande publique.

6. Le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG – FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, exception faite des dérogations listées à l'article 11 du présent CCAP.

### 3. PRIX

#### 3.1 Prix forfaitaire

Le prix forfaitaire revêt un caractère absolu pour l'exécution des prestations définies dans les pièces contractuelles mentionnées à l'article 2 du présent C.C.A.P.

Les montants indiqués dans l'acte d'engagement incluent l'ensemble des coûts liés à la réalisation des prestations, à savoir :

- ✓ La main-d'œuvre,
- ✓ Les équipements, les fournitures des produits d'entretien et le transport,
- ✓ Les frais généraux, charges sociales et fiscales, taxes diverses,
- ✓ Ainsi que les risques d'accidents, qu'ils soient personnels ou causés à des tiers, survenus dans le cadre de l'exécution du marché.

Aucun supplément de quelque nature que ce soit ne pourra être réclamé au titre de ces prestations.

Le prix forfaitaire est établi en fonction :

- ✓ Des périodicités d'intervention,
- ✓ Des surfaces à traiter,
- ✓ Des effectifs mobilisés,
- ✓ Des matériels et produits utilisés.

**L'acquisition des consommables sanitaires** (hors **sacs poubelles**, qui restent à la charge du titulaire) **n'est pas incluse** dans le périmètre de l'accord-cadre : elle relève de la responsabilité de **l'acheteur**.

#### 3.2 Contenu des prix – règlement des comptes

##### 3.2.1 Contenu des prix

Les prix du marché sont établis hors TVA.

Dès la consultation du dossier et avant la remise de l'acte d'engagement, le soumissionnaire prendra soin de signaler par écrit à l'organisme toute anomalie ou insuffisance qui lui apparaîtrait dans l'exécution prévue.

En aucun cas, le titulaire ne pourra arguer des imprécisions, des erreurs, des omissions ou des contradictions du CCTP pour justifier une demande de supplément.

Les anomalies, survenant au cours du marché et n'entrant pas dans les événements considérés comme cas de force majeure, seront réputées être comprises dans l'économie du marché.

Les aléas, qui donneraient naissance à une interruption provisoire des prestations sans bouleverser l'économie du marché, ne pourront servir de fondement à une demande d'indemnité.

Les comptes seront réglés d'après le prix forfaitaire du marché. L'ensemble des prestations décrites au CCTP, quelle que soit leur périodicité, à l'exception des prestations sur bon de commande, sera inclus dans ce prix forfaitaire mensuel.

### 3.2.2 Acomptes et paiements partiels

Les prestations seront réglées mensuellement, à terme échu, selon les modalités définies dans le marché. Les prestations à prix forfaitaire, objet du présent contrat, seront réglées forfaitairement, conformément à la périodicité retenue.

Les prestations exécutées dans le cadre de bons de commande seront réglées après réalisation effective des interventions demandées.

Pour toute demande de règlement relative à des prestations hors périodicité mensuelle, le titulaire devra joindre une attestation de réception des travaux correspondants, signée par le représentant du pouvoir adjudicateur.

### 3.2.3 Modalités de paiement

Pour donner lieu à paiement, la facture correspondant à la prestation vitrerie devra obligatoirement être accompagnée :

- ✓ Du ou des bon(s) d'intervention

Les pièces afférentes au paiement seront établies en un original et une copie portant, outre les mentions légales et réglementaires, les indications suivantes :

- ✓ Nom et adresse du créancier ;
- ✓ L'intitulé et le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé dans son acte d'engagement ;
- ✓ Le numéro et la date du marché et de chaque avenant éventuel ainsi que, le cas échéant, le numéro et la date du bon de commande ;
- ✓ La prestation exécutée ou livrée et le lieu d'exécution ;
- ✓ Le montant hors taxe de la prestation exécutée ou livrée, éventuellement ajustée ou remise à jour
- ✓ Le taux et le montant de la T.V.A. ;
- ✓ Le montant total des prestations exécutées ou livrées ;
- ✓ La date.

L'organisme peut subordonner le règlement des factures à la présentation des quittances de primes d'assurance en cours de validité.

Les factures doivent être transmises dans un délai de 15 jours suivant le mois d'exécution des prestations.

Le délai maximum de mandatement est de 30 jours à compter de la réception de la facture, ou de l'exécution de la prestation si elle est postérieure, sous réserve que le décompte ne fasse l'objet d'aucune contestation de la part du responsable du marché.

En cas de retard de paiement, le taux des intérêts moratoires appliqué est celui de la Banque centrale européenne pour ses opérations principales de refinancement, en vigueur au premier jour du semestre civil concerné, majoré de huit points de pourcentage.

Une indemnité forfaitaire de 40 euros pour frais de recouvrement s'ajoute aux intérêts moratoires.

En cas de prestations non réalisées ou supprimées, les réfections suivantes seront appliquées :

- ✓ 1/22 du prix mensuel forfaitaire du site concerné pour chaque journée totalement non effectuée.
- ✓ 50 € forfaitaires par jour d'absence non remplacée d'un salarié sur site, sous réserve que cette absence ait été signalée par l'organisme bénéficiaire.

#### Transmission des demandes de paiement

Les demandes de paiement doivent être transmises exclusivement par voie électronique via la plateforme Chorus Pro : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Les éléments à renseigner sont :

- ✓ Le numéro SIRET de l'organisme figurant dans le marché concerné.
- ✓ Aucun code service n'est requis.

#### 3.2.4 Variation des prix

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois de la date limite de remise des offres, tel que précisé dans le règlement de la consultation. Ce mois est désigné comme le « mois zéro » (Mo).

En cas de report de la date limite de remise des offres au cours de la même procédure, le mois zéro sera ajusté à la nouvelle échéance fixée.

Les prix figurant aux cadres de décomposition du prix global et forfaitaire comme dans le bordereau de prix annexé à l'acte d'engagement sont révisibles chaque année au 1er mars, selon la formule suivante :

$$C_n = 15\% + 85\% \times \left( \frac{010546199(n)}{010546199(o)} \right)$$

#### Indice de référence :

010546199 – Indice des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – CPF 81.21 : Services de nettoyage courant des bâtiments.

Définitions :

- ✓ C<sub>n</sub> : Coefficient de révision applicable.
- ✓ Index (n) : Valeur de l'indice au mois n, soit T4 de l'année n-1.
- ✓ Index (o) : Valeur de l'indice au mois zéro, soit T3 2025.

Le mois n retenu pour le calcul de chaque révision est celui précédant le début de la nouvelle période d'application. Les prix ainsi révisés sont invariables pendant ladite période.



### **Modalités de mise en œuvre**

La révision des prix est effectuée à l'initiative du titulaire, qui doit :

- ✓ Produire les justificatifs du calcul de révision,
- ✓ Intégrer l'effet de la révision dans ses demandes de paiement à la date anniversaire du marché.

Le titulaire dispose d'un délai de 30 jours à compter de la date anniversaire pour transmettre sa demande de révision tarifaire au pouvoir adjudicateur.

Cette demande devra prendre la forme d'un tableau récapitulatif, présentant :

- ✓ Les indices de référence initiaux (mois zéro),
- ✓ Les dernières valeurs connues de l'indice applicable.

### **3.3 Prestations ponctuelles : cadre juridique, modalités de commande et rémunération**

Dans le cadre du présent accord-cadre, des prestations ponctuelles de nettoyage peuvent être sollicitées par le pouvoir adjudicateur, en complément des prestations forfaitaires. Ces prestations relèvent du régime des bons de commande, conformément à l'article R2162-4 du Code de la commande publique.

#### **3.3.1. Cadre juridique**

Les prestations ponctuelles sont exécutées dans le cadre de l'accord-cadre à bons de commande, avec un maximum indiqué dans l'acte d'engagement. Chaque intervention fait l'objet d'un bon de commande ou d'un ordre de service, qui constitue un acte contractuel engageant juridiquement le titulaire. Aucune prestation ponctuelle ne peut être engagée sans émission préalable d'un bon de commande signé par le représentant habilité du pouvoir adjudicateur. Le titulaire s'engage à respecter les délais, les consignes techniques et les conditions particulières figurant dans chaque bon de commande.

#### **3.3.2. Modalités de sollicitation**

La demande de prestation ponctuelle est formalisée par écrit (courriel, plateforme dématérialisée ou courrier), précisant :

- ✓ La nature des prestations attendues ;
- ✓ Les locaux ou zones concernés ;
- ✓ Les délais d'intervention souhaités ;
- ✓ Les éventuelles contraintes d'accès ou de sécurité.

Le titulaire dispose d'un délai de 2 jours ouvrés pour accuser réception du bon de commande et confirmer sa capacité à intervenir dans les délais impartis.

#### **3.3.2 Modalités financières**

Les prestations ponctuelles sont rémunérées sur la base du bordereau des prix unitaires (BPU) annexé à l'accord cadre.

En cas de prestation non prévue au BPU, le titulaire devra transmettre un devis détaillé, soumis à validation préalable du pouvoir adjudicateur. Ce devis devra respecter les principes de transparence, de non-discrimination et de juste rémunération.

## 4. CONDITIONS D'EXECUTION

### 4.1 Reprise du personnel

Conformément à l'article L.1224-1 du Code du travail et à la Convention nationale des entreprises de propreté, étendue par arrêté du 31 octobre 1994 (Journal Officiel du 5 novembre 1994), le titulaire du présent marché s'engage à assurer la continuité des contrats de travail des salariés affectés au marché, dans les conditions prévues par ces textes.

Les informations relatives au personnel à reprendre ont été transmises par le titulaire sortant. Le pouvoir adjudicateur, n'étant pas à l'origine de ces données, ne saurait en assumer la responsabilité.

Le non-respect des dispositions conventionnelles relatives à la reprise du personnel constitue un motif de résiliation du marché sans indemnité, conformément à l'article 32.1 du CCAG-FCS.

### 4.2 Réunion préalable au démarrage des prestations

Avant tout commencement d'exécution, une **réunion de préparation** est organisée par le représentant de l'organisme, en présence des représentants du titulaire, notamment :

- ✓ Le Directeur d'agence,
- ✓ Le Chef d'équipe des sites concernés.

Cette réunion vise à examiner les points suivants :

- ✓ Le plan de prévention applicable,
- ✓ L'état des lieux des sites concernés,
- ✓ L'inventaire des clefs, badges et matériels confiés au titulaire pour l'exécution des prestations,
- ✓ Les modalités de présentation du personnel du titulaire aux responsables des sites,
- ✓ Les modalités de transmission des consignes de sécurité aux agents du titulaire par les responsables des sites : règlement intérieur, consignes incendie, plan d'évacuation, gestion des alarmes, etc.

### 4.3 Etat des lieux

Le titulaire déclare connaître parfaitement la constitution des locaux et la consistance des matériels et équipements dont il assure le nettoyage, ainsi que les règles de sécurité et règlements applicables en pareille matière.

Dans les 15 jours suivant la prise en charge, le titulaire peut présenter ses observations sur l'état des installations qui lui sont confiées. Passé ce délai, seules les réserves indiquées au procès-verbal sont prises en compte.

Un procès-verbal contradictoire de l'état des lieux et des matériels ou équipements est établi au début et à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à laisser, en fin d'exécution du marché, les matériels et locaux en état normal de propreté et d'hygiène.

#### 4.4 Obligation de discrétion

Sans préjudice de l'application de l'article 5 du CCAG-FCS et dans le cadre des dispositions prises par l'organisme, le titulaire se soumet à toutes les obligations résultant pour lui de leur application ainsi qu'à celles découlant des textes législatifs et réglementaires à la protection du secret.

Le titulaire qui, à l'occasion de l'exécution du présent accord cadre, a reçu communication à titre secret ou confidentiel de renseignements, documents techniques, méthodes, procédés ou objets quelconques appartenant à l'organisme ou aux occupants du site, est tenu de maintenir secrète ou confidentielle cette communication.

Ces renseignements, documents ou objets, ne peuvent, sans autorisation expresse de l'émetteur ou de l'organisme, être communiqués à d'autres personnes.

En cas de non-respect de cette obligation, les contrevenants s'exposent aux poursuites pénales prévues par la législation en vigueur, sans préjudice des actions civiles en dommages et intérêts auxquels l'organisme ou la personne affectée peut prétendre. En outre, le non-respect de cette clause conduit à la résiliation immédiate, de plein droit et sans indemnité, du présent contrat.

### 5. ASSURANCES

Le titulaire prend toutes les précautions nécessaires pour prévenir les accidents pouvant survenir à son personnel ou à celui de l'organisme.

Il garantit les risques d'accidents professionnels liés à l'exécution des prestations, que ce soit :

- ✓ Sur les lieux de travail,
- ✓ Ou lors des trajets et déplacements effectués dans le cadre des missions prévues par le contrat.

Le titulaire s'engage à souscrire une police d'assurance couvrant les locaux mis à sa disposition par l'organisme.

Il demeure seul responsable, sans recours possible contre l'organisme, de tout dommage, dégât, vol, accident ou sinistre, résultant :

- ✓ D'une négligence,
- ✓ D'un manquement dans l'exécution du contrat,
- ✓ Ou de toute autre cause imputable au titulaire.

Sa responsabilité couvre l'ensemble des prestations prévues au contrat et s'étend jusqu'à son terme.

#### Matériels confiés

Pour tout matériel confié au personnel du titulaire, celui-ci est responsable :

- ✓ De l'entretien courant,
- ✓ De l'utilisation conforme aux règles de l'art et à la réglementation en matière de sécurité.

Le titulaire doit faire assurer à ses frais, avant leur mise à disposition et pendant toute la durée de détention, les matériels et objets confiés par l'organisme.

Sa responsabilité couvre l'organisme contre toute réclamation liée à des blessures ou dommages aux biens, quelle qu'en soit l'origine, dès lors qu'elle lui est imputable.

#### Justificatifs et suivi des assurances

Avant tout démarrage des prestations, le titulaire doit justifier qu'il a souscrit, auprès de compagnies notoirement solvables, une assurance couvrant notamment :

- ✓ Les dommages causés aux tiers,
- ✓ Les dommages causés à l'organisme,
- ✓ Et les conséquences pécuniaires de sa responsabilité.

Les polices d'assurance doivent être transmises à l'organisme au plus tard dans le mois suivant la notification du marché, accompagnées d'une déclaration de la compagnie d'assurance précisant :

- ✓ Qu'elle dispose d'une expédition certifiée du présent CCAP,
- ✓ La nature, le montant, la durée de garantie et les franchises éventuelles des contrats souscrits.

L'organisme peut, à tout moment, demander au titulaire de justifier le paiement régulier des primes d'assurance.

Le titulaire doit également informer l'organisme de toute modification affectant ses qualifications ou ses polices d'assurance, dans un délai d'un mois à compter de la date de modification.

Les clauses d'assurance initiales et celles issues d'une modification sont soumises à l'approbation de l'organisme, qui peut, après concertation avec le titulaire et son assureur, demander une extension de garantie.

## 6. PENALITES

### 6.1 Principes généraux

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, les pénalités sont exigibles dès le premier euro.

Les pénalités constatées sont déduites du montant de la première facture émise après leur notification.

Les jours d'exécution effective de la prestation concernée ne sont pas comptabilisés comme jours de retard.

Les pénalités n'ont aucun caractère libératoire : le titulaire reste pleinement redevable de ses obligations contractuelles, y compris pour les prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités ou de réfections. Le paiement des pénalités ne dispense pas le titulaire de réaliser les prestations prévues.

L'application des pénalités s'effectue sans préjudice des autres sanctions contractuelles, notamment la possibilité pour l'organisme de faire réaliser tout ou partie du marché aux frais et risques du titulaire.

### 6.2 Modalités d'application

- ✓ Les pénalités sont cumulées sur une base mensuelle et déduites de la facture mensuelle du titulaire.
- ✓ Les défaillances sont constatées lors de contrôles programmés ou inopinés.
- ✓ Par dérogation au CCAG-FCS, aucune exonération n'est prévue pour les pénalités journalières de retard.
- ✓ Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable.

- ✓ Le montant total des pénalités appliquées au cours d'une année d'exécution ne peut excéder 22 % du montant forfaitaire annuel des prestations régulières de nettoyage.

### 6.3 Notification et observations

Le décompte des pénalités est notifié au titulaire, qui dispose d'un délai de 8 jour calendaire pour présenter ses observations. Passé ce délai, les pénalités sont réputées acceptées.

L'ensemble des pénalités prévues dans le présent marché s'applique dès le premier euro, sans mise en demeure préalable.

Les autres pénalités spécifiques sont détaillées dans les articles suivants.

### 6.4 Non-fourniture d'un document justificatif

La non-fourniture d'un document justificatif exigé dans le présent CCAP, lors de la mise en place du marché ou sur demande de l'organisme, dans les délais prévus, ou, si le délai n'est pas indiqué, dans un délai de 15 jours après émission de la demande par l'organisme, donnera lieu à l'application d'une pénalité égale à 20 € par jour calendaire de retard, dimanches et jours fériés inclus.

### 6.6 Non-respect du calendrier des prestations

Le non-respect du calendrier des prestations dans les conditions définies à l'article 4.1 du CCTP donnera lieu à l'application d'une pénalité égale à 15 € par jour calendaire de retard, dimanches et jour fériés inclus, si une prestation prévue au marché n'est pas réalisée dans le délai prévu. Cette pénalité sera appliquée quelle que soit l'importance des locaux pour lesquels cette prestation n'a pas été réalisée. Cette pénalité sera due pour chaque échéance non respectée.

### 6.7 Non-respect de la fréquence des visites du contremaître sur les sites ou de présence à un contrôle

Le non-respect de la fréquence des visites du contremaître sur chaque site (Cf. article 5.2 du CCTP) ou de présence à un contrôle (Cf. article 6 et suivants du CCTP) donnera lieu à l'application d'une pénalité de 50 € pour chaque infraction constatée.

### 6.8 Non-respect de la fourniture des produits agréés par l'organisme

Toute constatation d'utilisation d'un produit non agréé par l'organisme donnera lieu à une pénalité de 10 € par produit substitué et par journée d'utilisation. Cette pénalité sera de 20 € par produit substitué si le produit remplacé possède un label écologique.

### 6.9 Absence du titulaire aux réunions programmées

L'absence simultanée du représentant du titulaire et du contremaître non justifiée aux réunions programmées implique une pénalité de 100 € par absence.

### 6.10 Insuffisances contractuelles

Les insuffisances sont des manquements aux obligations contractuelles, en particulier les consignes de nettoyage, les fréquences, etc.

La Caf se réserve le droit d'appliquer une pénalité pour non-respect des obligations du titulaire, à savoir 100 € par manquement constaté, après une mise en demeure au titulaire restée sans effet dans la semaine ayant suivi la réception de celle-ci.

## 6.11 Contrôles

Les résultats des contrôles décrits à l'article 6.3 du CCTP pourront entraîner l'application de pénalités calculées de la façon suivante :

- Résultat du contrôle compris entre 80,00 % et 89,99 % : application d'une pénalité de 50 €.
- Résultat du contrôle inférieur à 80,00 % : application d'une pénalité de 100 €.

Les pénalités s'appliquent séparément pour chaque fiche de contrôle et se cumulent donc si plusieurs fiches présentent des résultats inférieurs à 90 %.

## 7. MODIFICATION DE SITES

Le titulaire est informé que la liste des sites concernés par le marché peut faire l'objet de modifications, à la hausse comme à la baisse.

### Augmentation du nombre de sites

En cas d'ajout de site(s), l'organisme en informe le titulaire. Cette modification fait l'objet d'un avenant au marché, intégrant :

- ✓ Les nouvelles prestations programmées,
- ✓ Et l'ajustement du prix forfaitaire mensuel correspondant.

### Diminution du nombre de sites

En cas de suppression de site(s), l'organisme notifie le titulaire. Cette modification donne lieu à un avenant, précisant :

- ✓ La suppression des prestations programmées pour le ou les bâtiments concernés (CCTP, annexes techniques...),
- ✓ La réduction du prix forfaitaire mensuel, équivalente au montant des prestations supprimées

À compter de la date de réception de la notification par le titulaire, les sites concernés ne sont plus inclus dans le périmètre du marché. L'avenant correspondant est signé.

Le titulaire ne pourra invoquer aucune sujétion liée à la suppression de prestations décidée par le pouvoir adjudicateur, ni éluder ses obligations, ni formuler de réclamation. Aucune indemnité ne sera versée dans ce cadre.

### Sites en travaux ou fermetures temporaires

Certains sites peuvent faire l'objet de travaux de rénovation, entraînant une modification temporaire des prestations (ex. : non-réalisation dans certains locaux). Le titulaire ne pourra prétendre à aucun dédommagement.

Dans ce cas, le titulaire sera informé au minimum 30 jours calendaires avant la fermeture temporaire du site.

La suspension des prestations fera obligatoirement l'objet d'une décision formelle, précisant :

- Le motif de la suspension,
- Les prestations suspendues,
- La période concernée (date de début et de fin),
- Le montant à déduire du prix forfaitaire mensuel.

Ces dispositions s'appliquent également aux fermetures décidées par l'organisme, notamment durant les périodes de congés.

## 8.RESILIATION DU MARCHÉ

Cet article complète les dispositions prévues aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

Le marché peut être résilié de plein droit aux torts exclusifs du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à une indemnité dans les cas qui suivent :

En cas d'interruption du service du titulaire pendant plus de 48 heures sans accord préalable de l'organisme, celui-ci pourra faire assurer provisoirement, par un tiers et à la charge du titulaire, le service dû par ce dernier, à la condition expresse d'adresser à l'entreprise défaillante une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception.

Si la défaillance du titulaire se prolonge pendant plus d'une semaine à compter de la mise en demeure, l'organisme peut de plein droit exiger la résiliation pure et simple du marché.

## 9.VERIFICATION SEMESTRIELLE DE LA SITUATION DU TITULAIRE

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D8222-5, D8222-7 et D8254-2 du Code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition gratuitement, par la Caf de l'Ain, à l'adresse suivante : <https://declarants.e-attestations.com>

Cet envoi sera complété, en application de l'article D8254-2 du Code du travail, de la liste nominative des salariés étrangers employés par le titulaire et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L5221-2.

A défaut, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire.

## 10.REGLEMENT DES LITIGES

Le Tribunal compétent pour le règlement des litiges du présent marché est le judiciaire dans le ressort duquel se trouve la Caisse d'Allocations Familiales de BOURG-EN-BRESSE.

## 11. DEROGATIONS AU CCAG

Liste des articles du CCAP dérogeant au CCAG-FCS.

Article CCAP	Article CCAG correspondant	Intitulé
2	4.1	Ordre de priorité des pièces contractuelles
4.4	5	Obligation de discrétion
6	27 à 30	Opérations de vérification
6	14	Pénalités
6	14.1.3	Exigibilité des pénalités
8	38 à 45	Résiliation du marché